



Paris le 28 octobre 2020,

**Mesdames et messieurs les députés et sénateurs,**

Les organisations signataires ont pris connaissance du projet de budget 2021 qui est en discussion au Parlement. Elles considèrent que le budget de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole public ne sont pas à la hauteur de l'ambition éducative. Tout nous conduit à l'exigence de plus d'éducation pour tous les jeunes dans un contexte où les inégalités continuent à se creuser et où les périls obscurantistes nécessitent la mobilisation, l'aide et le soutien à toute la communauté éducative.

Le gouvernement propose une loi de finances pour 2021 qui est loin de traduire cette ambition.

Dans le 1<sup>er</sup> degré, les créations de postes financeront la poursuite des dédoublements et le plafonnement à 24 des effectifs en GS, CP et CE1 et le moratoire des fermetures dans le rural. Elles ne permettront pas d'amélioration du quotidien de la majorité des classes si comme en 2020, les recrutements induits par ces mesures ne sont pas à la hauteur des engagements.

Dans le second degré, on prétend compenser les suppressions d'emplois en obligeant les enseignants en place à travailler plus : l'équivalent de 2500 ETP seraient financés en heures supplémentaires, c'est du mépris pour des enseignants déjà épuisés par leur charge de travail.

Dans l'enseignement agricole, ce ne sont pas moins de 80 postes qui seraient supprimés, avec un objectif d'austérité maintenu à - 300 ETP sur la période 2019/2022 alors que pour supporter cette trajectoire l'enseignement agricole a déjà été largement amputé de ses moyens pédagogiques, en contradiction avec la transition agroécologique qu'il doit porter pour faire face aux enjeux environnementaux majeurs auxquels notre société est confrontée. Aucune création de poste n'est prévue pour renforcer les équipes pluriprofessionnelles.

Le ministère ne prend pas la mesure de l'augmentation des effectifs, de la situation sanitaire qui impose particulièrement des mesures pour faire baisser les effectifs d'élèves par classe à court et moyen terme et de l'état de fatigue des personnels, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail et une rentrée hors normes.

Enfin, la nécessaire revalorisation des personnels ne trouve dans ce projet de budget qu'une traduction minimale avec 400 millions d'euros prévus. C'est trop peu pour les personnels, surtout que cela est censé permettre beaucoup : « reconnaître les missions », « développer la coopération » et « transformer les pratiques via le numérique notamment ».

Les organisations exigent un budget qui renonce aux suppressions d'emplois et engage un rattrapage des pertes salariales subies par les personnels, avec des mesures significatives pour tous les personnels dès cette année, et des créations de postes pour répondre à tous les besoins, en commençant par les plus urgents. Elles considèrent que l'ambition pour l'éducation suppose une programmation pluriannuelle.